



## Le développement de l'Intelligence Artificielle au Royaume-Uni

*Dans le cadre d'une dynamique globale de plus en plus importante, le Royaume-Uni a pris la décision d'investir dans le secteur de l'Intelligence Artificielle (IA). Ses ambitions ont été dévoilées lors du plan sur le budget et sur la stratégie industrielle de 2017<sup>1</sup> et visent à permettre de maximiser les atouts économiques et sociétaux britanniques sur l'IA.*

### Des nouveaux objectifs économiques en matière d'IA

En octobre 2017, Londres a annoncé un plan d'investissements privés et publics de 1,4 milliard de dollars dans l'IA avec pour objectif de capitaliser dans ce secteur désormais stratégique. Selon une étude de *PricewaterhouseCoopers*<sup>2</sup>, l'industrie de l'IA pourrait représenter 5 % du PIB britannique en 2030. Ces investissements publics et privés visent donc à faire face au déclin industriel et à moderniser l'économie britannique, pour faire face aux conséquences du *Brexit*. Le gouvernement a déclaré en avril 2018 qu'une partie de son investissement pluriannuel en IA – environ 400 millions de dollars – proviendrait d'entreprises basées au Royaume-Uni ou à l'étranger. Parmi ces sociétés figurent notamment *Microsoft*, *Hewlett Packard Enterprise* ou *IBM*, bien que le montant de leurs investissements n'ait pas été précisé.

Ce plan s'inscrit dans un mouvement général. L'Union européenne a annoncé qu'elle augmenterait les investissements en IA d'environ 1,8 milliard de dollars d'ici 2020 pour ne pas rester trop en retard par rapport à la Chine et aux États-Unis. Un rapport commandité par le gouvernement britannique publié en 2017 a ainsi recommandé plusieurs mesures relatives à l'impact de l'IA sur l'économie<sup>3</sup>. Il préconise d'augmenter le nombre de travailleurs spécialisés en IA avec un programme universitaire financé par l'industrie et de créer des formations pour les travailleurs en reconversion. Il s'agit aussi d'aider les entreprises à comprendre comment l'IA peut améliorer leur productivité et la qualité de leur production. Malgré ces recommandations, le gouvernement britannique est conscient que ses capacités d'investissement sont limitées face à ses concurrents mondiaux et tente de se positionner sur un segment « éthique » de l'IA.

### Un accent mis sur les volets éthiques de l'IA

En 2016, un rapport très critique de la Commission des sciences et de la technologie du Parlement britannique dressait un état des lieux de la robotique et de l'IA et insistait sur la nécessité d'encadrer cette dernière de manière éthique, légale et sociale afin qu'elle reste bénéfique pour la société<sup>4</sup>. En 2018, le comité spécial de l'IA de la Chambre des Lords a publié un rapport « *AI in the UK : ready, willing and able ?* » dans lequel il insiste sur une « IA éthique » et un « Code IA » qui pourrait être adopté à l'échelle nationale et même internationale. Il comporte plusieurs principes comme le développement pour le bien commun, les principes d'intelligibilité et d'équité, le droit à conserver ses données ou encore l'interdiction de donner à l'IA le pouvoir autonome de blesser, de détruire ou de tromper les êtres humains.

Le comité souhaite ainsi la création d'un Conseil de l'IA qui informerait les citoyens en cas de décisions prises par le biais d'une IA. Pour lord Clement-Jones, une approche éthique garantirait la confiance du public envers ce type de décisions et en permettrait la contestation en cas d'abus<sup>5</sup>. Ce Conseil (ou Bureau spécialisé) serait dirigé par les départements du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport ainsi que du Business, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle. Il devrait recruter des experts qui mettront en œuvre des politiques et des partenariats avec des entreprises, avec des universités et avec des laboratoires de recherches en lien avec le développement de l'IA. Toutefois, son objectif principal sera de résoudre les problèmes éthiques liés à cette dernière comme celui de l'autonomisation accrue des systèmes.

*Le Royaume-Uni semble pour le moment se focaliser sur l'aspect éthique de l'IA. La création d'un Conseil pour l'IA témoignerait d'ailleurs d'un premier pas vers la régulation de ce secteur. Cette orientation peut s'expliquer par l'absence de perspective industrielle claire là où l'IA demande la création de tout un tissu. Or, les postures post-Brexit sont encore en cours de définition.*

*Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.*

1 HM Government, *Industrial Strategy : Building a Britain fit for the future*, 2017.

2 PWC, *The economic impact of artificial intelligence on the UK economy*, 2017.

3 Wendy Hall Dame, Penseti Jérôme, « *Growing the Artificial Intelligence Industry in the UK* », 2017.

4 Robotics and artificial intelligence, Fifth Report of Session 2016–17 <https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmsctech/145/145.pdf>

5 Président du comité spécial de l'IA.